

Le comité de défense comprend :

- le Président de la République ;
- le Premier ministre ;
- le ministre chargé de la défense nationale ;
- le ministre chargé de l'intérieur ;
- le ministre chargé des affaires étrangères ;
- le ministre chargé de l'économie ;
- le ministre chargé des finances ;
- le chef d'état-major général des forces armées congolaises ;
- le chef d'état-major particulier du Président de la République ;
- le commandant de la gendarmerie.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Bazzaville, le 1^{er} décembre 2016

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre de la défense nationale,

Charles Richard MONDJO

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Calixte NGANONGO

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret n° 2016-317 du 29 novembre 2016 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2010-810 du 31 décembre 2010 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité national du dialogue social

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 instituant un code du travail de la République Populaire du Congo ;

Vu la loi n° 6-96 du 6 mars 1996 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 instituant un code du travail de la République Populaire du Congo ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2010-810 du 31 décembre 2010 portant création, attributions, organisation et fonc-

tionnement du comité national du dialogue social ;
Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier : Les articles 2, 4 et 12 du décret n° 2010-810 du 31 décembre 2010 susvisé sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

Article 2 nouveau : Le comité national du dialogue social est placé sous la tutelle du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Article 4 nouveau : Le comité national du dialogue social est composé ainsi qu'il suit :

- président : le Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- premier-vice président : le ministre chargé du travail ;
- deuxième-vice président : le ministre chargé des finances ;
- troisième-vice président : le ministre chargé de la fonction publique ;
- secrétaire permanent : le directeur général du travail.

Membres :

a) pour l'administration publique :

- deux représentants du Premier ministre ;
- deux représentants du ministère de l'économie, du développement industriel et de la promotion du secteur privé ;
- deux représentants du ministère du travail et de la sécurité sociale ;
- deux représentants du ministère des finances, du budget et du portefeuille public ;
- deux représentants du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones ;
- deux représentants du ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ;
- deux représentants du ministère du plan, de la statistique et de l'intégration régionale ;
- deux représentants du ministère de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement.

b) Pour les organisations patronales et les organisations syndicales des travailleurs :

- douze représentants des organisations patronales ;
- douze représentants des organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives.

Article 12 nouveau : Les attributions et le fonctionnement du secrétariat permanent sont fixés par arrêté du Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 29 novembre 2016

Par le Président de la République

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA.

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

Le ministre du travail et de la
sécurité sociale,

Emile OUOSSO

Le ministre des finances, du budget
et du portefeuille public,

Calixte NGANONGO

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Décret n° 2016-320 du 1^{er} décembre 2016

portant ratification de l'accord de prêt relatif au projet dorsale à fibre optique d'Afrique centrale (CAB)-composante Congo

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 31-2016 du 1^{er} décembre 2016 autorisant la ratification de l'accord de prêt relatif au projet dorsale à fibre optique d'Afrique centrale (CAB)-composante Congo ;

Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décrète :

Article premier : Est ratifié l'accord de prêt relatif au projet dorsale à fibre optique d'Afrique centrale (CAB)-composante Congo, signé le 25 mai 2016 entre la République du Congo et la Banque africaine de développement, dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 1^{er} décembre 2016

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre des postes et télécommunications,

Léon Juste IBOMBO

Le ministre des finances, du budget
et du portefeuille public,

Calixte NGANONGO

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

Arrêté n° 11 485 du 21 novembre 2016

déclarant d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux de construction de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, départements de Pointe-Noire et du Kouilou

Le ministre des affaires foncières
et du domaine public,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-88 du 17 septembre 1988 sur l'aménagement et l'urbanisme;

Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domanial et foncier ;

Vu la loi n° 010-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 24-2008 du 22 septembre 2008 portant régime foncier en milieu urbain ;

Vu la loi n° 25-2008 du 22 septembre 2008 portant régime agro-foncier ;

Vu le décret n° 2010-122 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du domaine public ;

Vu le décret n° 2010-286 du 1^{er} avril 2010 portant attributions et organisation de la direction générale des affaires foncières, du cadastre et de la topographie ;

Vu le décret n° 2010-297 du 1^{er} avril 2010 portant attributions et organisation de la direction générale du domaine de l'Etat ;

Vu le décret n° 2016-177 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 4442/PR/MRFDPCAB du 18 juin 2009 déclarant d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux d'extension du domaine du port autonome de Pointe-Noire ;

Vu l'intérêt public et économique du projet.

Arrête :

Article premier : Sont déclarés d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux de construction de la zone économique spéciale de Pointe-Noire situés à Kounda, arrondissement 5 Mongo Mpoukou, département de Pointe-Noire, et dans la sous-préfecture de Loango, département du Kouilou.